

SOLIDARITÉ



CISO • 1415, rue Jarry est, bureau 101 • Montréal, Québec • H2E 1A7 • Tél. : (514) 374-6660, poste 305

Volume 12, numéro 3

Mars 1990

Mozambique

Les efforts de développement
d'un pays agressé



Sommaire

Les espoirs nés avec l'indépendance • La guerre d'agression et de déstabilisation • Les efforts de relance économique dans un contexte de guerre • Les femmes • Notre solidarité

Introduction

Le Mozambique est un pays jeune puisqu'il n'a conquis son indépendance qu'en 1975, au terme de dix années de lutte armée contre le colonialisme portugais. Depuis l'indépendance, il n'a connu aucun répit et a dû se défendre constamment contre l'agression extérieure, d'abord de la Rhodésie, puis de l'Afrique du Sud.

Ces guerres successives visaient à détruire les gains obtenus par le peuple mozambicain au prix de lourds sacrifices à partir de l'indé-

pendance et à compromettre la réalisation de son projet de société amorcé au moment de l'indépendance.

Rendre compte de la situation qui existe actuellement dans ce pays ravagé par une guerre absurde et destructrice est une entreprise douloureuse mais nécessaire. Elle nous renseigne sur la nature de cette guerre livrée par l'Afrique du Sud à ses voisins et nous permet de comprendre jusqu'à quel point l'apartheid est un système inadmissible qui doit être démantelé. Elle met également à contribution notre sens de la solidarité.

Les espoirs nés avec l'indépendance

Un lourd héritage colonial

En 500 ans de règne colonial, le Portugal n'a jamais investi dans le développement des infrastructures économiques ou la mise en valeur des ressources naturelles du Mozambique. Il a orienté l'économie vers la prestation de services aux pays voisins, en particulier la Rhodésie (devenue le Zimbabwe) et l'Afrique du Sud, en leur offrant une main-d'oeuvre à bon marché et l'utilisation des ports et chemins de fer du Mozambique pour le transit de leurs exportations. Les revenus générés par cette économie de service fournissaient plus de la moitié des recettes en devises du pays.

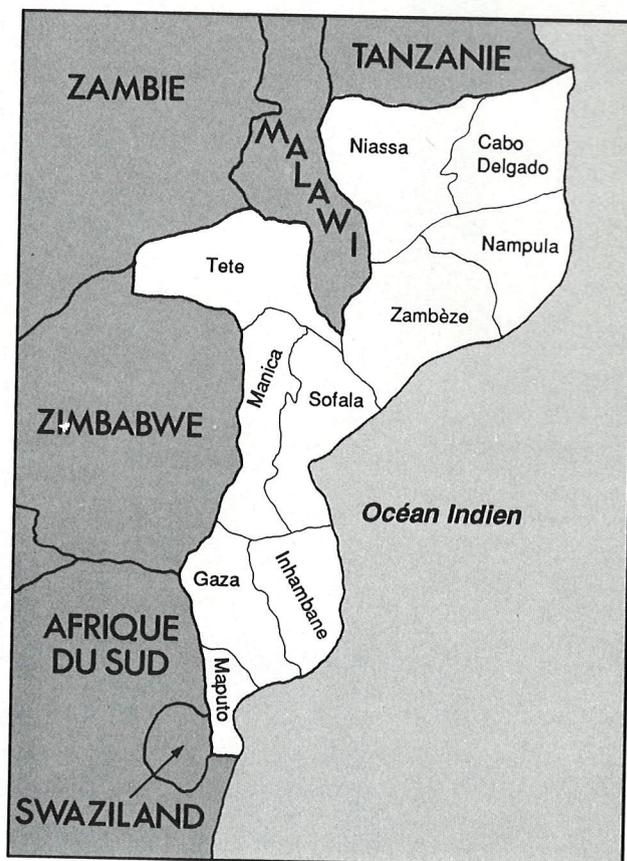
À l'intérieur de la colonie, deux systèmes avaient été mis en place pour exploiter la main-d'oeuvre et les ressources du pays : le travail forcé (chibalo) et les cultures obligatoires pour l'exportation.

L'imposition du travail forcé a touché en premier lieu les hommes et s'est étendu à toutes les sphères d'activité : les plantations, les fermes des colons, la construction et l'entretien des routes, des voies ferrées et des édifices publics. Les travailleurs mozambicains étaient soumis à des conditions de travail extrêmement brutales. Pour échapper à la rigueur de la loi portugaise, les hommes fuyaient à l'extérieur du pays pour travailler dans les mines et les plantations agricoles des pays voisins.

Les cultures forcées ont constitué une charge très lourde pour les femmes qui, étant les responsables de l'agriculture familiale, ont dû

produire des cultures d'exportation (coton, noix de cajou ou riz) tout en étant obligées d'assumer leurs autres responsabilités. Il leur fallait non seulement produire d'autres cultures pour la subsistance familiale, mais assurer le soin des enfants, l'entretien de la maison, les corvées du transport de l'eau et du bois et la préparation des aliments et des repas. Les femmes étaient victimes d'abus constants de la part des autorités

coloniales. La culture du coton exigeant énormément de temps, les femmes ne sont parvenues qu'au prix de très longues journées de travail à produire un peu de nourriture pour leur famille. La malnutrition était généralisée.



Source : Cacamo

Engagement dans la lutte armée pour l'indépendance

En 1960, le massacre de 500 personnes au cours d'une manifestation à Mueda, dans le nord du pays, a anéanti l'illusion d'une indépendance négociée. En septembre 1962, trois mouvements fusionnent pour former le Front de libération du Mozambique (Frelimo) qui, en 1964, déclenche la lutte armée contre le colonialisme portugais.

Avec la création, en 1967, du Détachement féminin au sein de l'armée de libération, les femmes s'engagent dans la lutte armée. Certaines participent au combat, mais la majorité travaillent à la mobilisation de la population, à la défense des zones contrôlées par le Frelimo et au transport d'armes et de matériel.

Pour mobiliser toutes les femmes vivant dans les zones libérées et les incorporer à la lutte, une organisation de masse liée au Frelimo est créée en 1973 : l'Organisation des femmes mozambicaines (OMM). L'OMM fournit une contribution essentielle par la mobilisation de la population à la lutte, l'organisation de services sociaux dans les zones libérées par le Frelimo et la production agricole.

Pendant la lutte armée, le Frelimo prend le contrôle de nouvelles parties du territoire et il organise une administration locale élue et des services de base en santé et en éducation. Ces premières expériences d'organisation de services alternatifs avec la participation active de la population serviront de modèle après l'indépendance.

La promulgation de l'indépendance

Après avoir défait le colonialisme portugais, le Frelimo proclame officiellement l'indépendance du Mozambique le 25 juin 1975, après dix ans de lutte armée. Le nouvel État hérite d'un pays sous-développé, démuné en matière d'infrastructures



économiques et dont les réserves de devises sont épuisées.

L'exode massif des 250 000 colons portugais, qui s'accompagne de la destruction systématique des récoltes et de l'équipement et du sabotage des installations ferroviaires, vient aggraver la situation. Le pouvoir colonial ayant toujours exclu les Mozambicains de tout poste de direction et de gestion, la fuite des colons porte un dur coup à

l'économie. En 1974, 93 % de la population est analphabète, et parmi les 3 300 étudiants de l'université, on ne compte que 40 Mozambicains.

Le nouvel État socialiste se fixe comme premier objectif d'améliorer les conditions de vie de la population, en particulier dans les zones rurales, et procède à la nationalisation de la santé, de l'éducation, des services funéraires et des immeubles locatifs. Il doit également créer des entreprises d'État pour récupérer les entreprises abandonnées par les Portugais.

L'accès à la santé et à l'éducation

Sous le régime colonial, les services de santé et d'éducation s'adressaient aux colons portugais.

En 1975, le gouvernement du Frelimo implante un système de soins de santé primaires axé sur la prévention, et qui accorde la priorité à la santé maternelle et infantile, à l'éducation sanitaire et à l'amélioration de la nutrition des enfants et des travailleurs et travailleuses. Les campagnes de vaccination permettent de réduire la mortalité infantile. Grâce aux investissements massifs destinés à

favoriser l'extension de la santé aux zones rurales, plus de 1 000 postes et centres sanitaires de 6 000 lits au total sont construits ou rénovés de 1975 à 1982.

Après l'indépendance, le mot d'ordre devient «tout le monde à l'école»! En 1975, 600 000 enfants s'inscrivent dans les écoles primaires. Le taux de scolarisation au primaire passe de 23 % en 1975 à 48 % en 1979 et les adultes s'ins-

crivent massivement aux cours d'alphabétisation et d'éducation des adultes. Le taux d'analphabétisme baisse à 72 % en 1980.

Les progrès sensibles réalisés de 1975 à 1980 sont motifs de fierté pour la population mozambicaine.

Socialisation de la campagne

Puisque la vaste majorité de la population vit dans les zones rurales, le programme de développement accorde la priorité à l'agriculture. Il s'agit d'élever la production pour satisfaire à la fois les besoins alimentaires et d'exportation et pour approvisionner l'industrie nationale en matières premières.

Le gouvernement adopte en 1977 une stratégie de développement qui vise la transformation des zones rurales, la «socialisation de la campagne», et qui repose sur la création de trois secteurs : les fermes d'État, les villages communautaires et les coopératives.

Les fermes d'État, établies sur les grandes fermes abandonnées par les Portugais, doivent ravitailler les marchés urbains et assister les coopératives. Les villages communautaires doivent offrir des services collectifs tels que des services de santé, d'éducation et d'approvisionnement en eau, et il est possible de travailler sur des fermes d'État mécanisées ou de former des coopératives de production agricole.

Il y a toutefois un déséquilibre dans l'allocation des ressources, car les coopératives ne reçoivent que 2 % des investissements agricoles et ne

disposent donc pas de moyens techniques pour améliorer leur rendement et devenir auto-suffisantes. Cette question est discutée au IV^e Congrès du Parti Frelimo, en 1983, et le gouvernement réoriente sa politique et adopte des mesures en vue de stimuler les petits producteurs familiaux et coopératifs.

Le Mozambique réussit, de 1977 à 1981, à enregistrer une croissance lente mais soutenue. Le PNB augmente de 15 % et la production industrielle, de 14 %. En 1981, les exportations de noix de cajou, de coton et de charbon atteignent des niveaux record.

Or, cette croissance est réalisée dans un contexte difficile, marqué

rhodésien, d'appliquer les sanctions décrétées par les Nations unies contre la Rhodésie. La fermeture de sa frontière avec ce pays entraîne la perte des revenus du trafic ferroviaire et portuaire de la Rhodésie ainsi que l'intensification des bombardements de l'armée rhodésienne au Mozambique. Les services secrets rhodésiens créent également un groupe terroriste qu'ils nomment la «Résistance nationale du Mozambique» (MNR ou Renamo) et qui est essentiellement un instrument pour exercer des représailles contre le Mozambique. Ce groupe est formé surtout à partir d'éléments liés à l'ancien régime colonial portugais. Peu avant l'indépendance du Zim-



par la sécheresse et par des inondations qui touchent une partie du pays. De plus, l'Afrique du Sud entreprend, à partir de 1975, de réduire l'emploi de travailleurs mozambicains dans les mines. Leur nombre passe de 118 030 en 1975 à 41 364 en 1977, soit une diminution de plus de 60 %. Enfin, le Mozambique décide en 1976, en appui à la lutte des patriotes zimbabwéens contre le régime raciste

babwe, en 1980, la Renamo passe sous tutelle sud-africaine et sera totalement réorganisée.

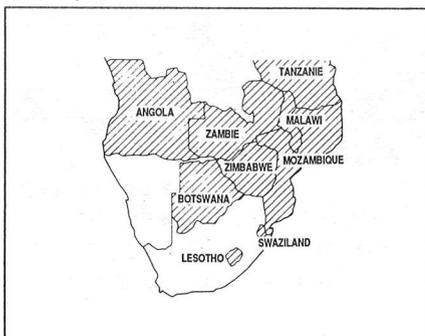
À partir de 1981, les gains obtenus pendant les premières années de l'indépendance sont annulés par l'agression sud-africaine, qui prend des proportions considérables.

La guerre d'agression et de déstabilisation

Avec l'effondrement de l'empire colonial portugais, l'Afrique du Sud perd un allié et retrouve soudain à ses frontières en 1975 deux États indépendants issus de luttes de libération, l'Angola et le Mozambique. Cinq ans plus tard, le Zimbabwe devient indépendant.

En juillet 1980, les neuf États indépendants d'Afrique australe s'associent pour créer la Confédération de coordination pour le développement de l'Afrique australe (SADCC), afin d'établir une coopération économique mutuelle et de réduire leur dépendance extérieure, en particulier envers l'Afrique du Sud. Cette dernière, qui perçoit la SADCC comme une menace à sa suprématie et à ses intérêts économiques dans la région, entreprend un vaste programme de déstabilisation des pays de la SADCC pour saborder leurs projets d'indépendance économique. Des commandos sud-africains mènent à plusieurs reprises des attaques dans la plupart des pays membres de la SADCC, mais l'Afrique du Sud isole deux cibles : l'Angola et le Mozambique.

Le Mozambique est une cible privilégiée à cause de l'importance que représente son réseau de transport pour plusieurs pays de la SADCC, qui n'ont aucun accès à la mer. Les ports du Mozambique présentent la solution la moins coûteuse pour l'expédition des marchandises de ces pays (voir la carte de la SADCC). Les attaques ont aussi pour but d'empêcher la viabilité d'un gouvernement appliquant des mesures sociales que pourraient envier la population noire d'Afrique du Sud.



À partir de 1981, des commandos des forces armées sud-africaines (SADF) mènent à plusieurs occasions des attaques au Mozambique et tuent des civils. Des unités de l'armée sud-africaine commettent aussi des actes clandestins de sabotage contre les installations stratégiques de transport. Mais la guerre d'agression sud-africaine contre le Mozambique prend une ampleur incroyable à partir du moment où l'Afrique du Sud prend en charge la Renamo et en fait son principal instrument d'agression contre le Mozambique.

Il s'agit avant tout de semer la terreur parmi la population par l'assassinat et l'enlèvement de civils et de saper tous les efforts de développement entrepris par le gouvernement en détruisant les écoles, les centres de santé, les convois de secours, les installations économiques et les établissements ruraux. L'ampleur des destructions opérées dans les secteurs de la santé et de l'éducation est révélée dans le tableau suivant :

Cette guerre a pris l'allure d'un génocide contre la population mozambicaine, que dénonce le Rapport Gersony publié en 1988 par le Département d'État américain.

Le Rapport Gersony sur les atrocités commises par la Renamo

Ce rapport d'enquête affirme qu'au moins 100 000 civils mozambicains ont été assassinés par la Renamo au cours des deux dernières années, et que ces meurtres ont été commis «par balles, au moyen de haches, de couteaux ou de baïonnettes; dans d'autres cas, les victimes ont été battues à mort, brûlées vives, sont mortes de faim, noyées ou asphyxiées ou ont été fusillées au cours d'attaques de civils dans des villages».

Le rapport souligne le recours par la Renamo à des abus tels que «le travail forcé, le passage à tabac, le viol, le pillage, l'incendie de villages, les enlèvements et les mutilations systématiques». Le rapport conclut à une «violence systématique et coordonnée» de la Renamo et non à une «série d'incidents spontanés et isolés».

Impact de la déstabilisation / Bilan à la fin de 1987

Éducation

Nombre d'écoles primaires fermées/détruites	2 600
Pourcentage du réseau scolaire immobilisé	36%
Nombre d'élèves touchés	500 000
Taux de scolarisation au primaire	47%
Ecoles primaires construites ou remises en état 1982-86	540

Santé

Nombre de postes sanitaires fermés/détruits	800
Pourcentage du réseau de soins de santé primaires immobilisé	31%
Population touchée (millions de personnes)	2-3
Taux de mortalité de 0-5 ans (pour 1000)	325-375
Postes sanitaires remis en état en 1986	81
Boutiques rurales détruites ou pillées	900
Camions, tracteurs et autobus détruits	1 300

Source : Noormahomed & Cliff, Johnson et al., *Impact on Health in Mozambique of South African Destabilization*, CNP/ CENE / DPCNN, Mozambique, 1987

Il existe plusieurs preuves du fait que l'Afrique du Sud dirige, entraîne et équipe la Renamo, notamment des documents découverts dans des bases des terroristes, l'aveu des responsables sud-africains et le témoignage de la population et d'anciens terroristes.

Le bilan des pertes en vies humaines ne cesse de s'alourdir. Selon une étude de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, la guerre d'agression sud-africaine a, de 1980 à 1988, provoqué directement ou indirectement la mort de 900 000 personnes au Mozambique, dont 500 000 enfants de cinq ans et moins.

Le Mozambique estime que plus de 200 000 enfants sont devenus orphelins ou ont été séparés de leurs parents à cause de la guerre. Un nombre croissant d'enfants souffrent de traumatismes dus à la guerre, parce qu'ils ont été mutilés, ont assisté à des massacres ou ont été enrôlés de force dans les rangs des terroristes. L'enlèvement d'enfants dans les zones rurales, dont certains ne sont âgés que de dix ans, et qui sont ensuite entraînés à tuer, est l'un des aspects les plus horribles de cette guerre. Une expérience pilote de rééducation de ces jeunes est en cours dans un centre spécial situé à Maputo.

Dans une guerre où la cible est la population entière, la défense est difficile. L'armée mozambicaine reçoit l'appui des armées zimbabwéenne et tanzanienne pour faire face à cette situation. Leurs efforts combinés

ont permis, en 1986, d'empêcher que le pays soit coupé en deux.

Les personnes déplacées

Les déplacements de population causés par la guerre d'agression ont pris une ampleur considérable. **La moitié de la population du Mozambique a été chassée au moins une fois de son lieu de résidence et dans de nombreux cas, plusieurs fois.**

Selon le gouvernement mozambicain et l'ONU, il y a actuellement

champs ou n'ont pu produire suffisamment pour assurer leur subsistance. Environ 4,6 millions de personnes ont besoin d'aide alimentaire. À ce nombre s'ajoutent 3,1 millions de résidents urbains dont les besoins alimentaires ne sont plus satisfaits par les surplus agricoles ruraux. Cela signifie que 7,7 millions de personnes dépendent totalement ou partiellement d'aide alimentaire au Mozambique, sans compter le million de personnes déplacées dans les pays voisins.



La population déplacée, qui compte parmi les plus démunies, est constituée en grande majorité de femmes et d'enfants qui ont en général dû abandonner leurs champs et fuir sans pouvoir emporter quoi que ce soit. Ces personnes ont dû parcourir de longues distances à pied, dormir dans la brousse et se nourrir de racines sauvages, jusqu'à ce qu'elles puissent recevoir de l'assistance. Elles arrivent aux centres de secours dans un état lamentable, et il n'est pas rare que les enfants meurent en chemin ou à l'arrivée. Certaines autres personnes vont gonfler la population des villes et s'y retrouvent sans moyen de subsistance.

Dans les camps pour personnes déplacées, les femmes font face à la situation avec beaucoup de courage, malgré leur traumatisme. Habitues à travailler très dur sur leur champ, elles souffrent de dépendre d'aide

alimentaire. Elles n'espèrent que le moment où elles pourront se remettre à cultiver. Leur volonté

1,7 million de personnes déplacées dans le pays tandis que 2,9 millions ont été forcées d'abandonner leurs

de survivre est plus forte que tout et elles n'abandonnent jamais l'espoir d'une amélioration de leur sort. Pour tous les Mozambicains et Mozambicaines, la paix est synonyme de fin de l'apartheid.

Devant l'ampleur des besoins des personnes touchées par la guerre, le Mozambique a dû obtenir l'aide de la communauté internationale. Les Nations unies administrent avec le Mozambique un programme d'aide d'urgence totalisant 383 millions de dollars pour la période 1989-1990. L'aide est indispensable pour l'approvisionnement en nourriture, l'acquisition de moyens logistiques, le rétablissement de soins de santé et d'éducation et la fourniture d'intrants agricoles.

La stratégie du programme consiste à **lier urgence et réadaptation**. Les secours de base sont fournis en premier lieu pour sauver des vies, mais on tente de créer les conditions pour que la production agricole recommence aussitôt que possible.

Il faut donc distribuer des semen-

ces et des outils agricoles aux familles déplacées, et rétablir les services de santé et d'éducation pour stabiliser la vie des commu-

nautés rurales. L'approvisionnement en eau est essentiel à la salubrité des villages.

Les efforts de relance économique dans un contexte de guerre

Le programme de relance économique

Face au déclin de son économie, le Mozambique a entrepris en 1987 un programme de relance économique (PRE) lié à un accord avec le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, mais la base des réformes a été décidée au IV^e Congrès du Parti Frelimo, en 1983.

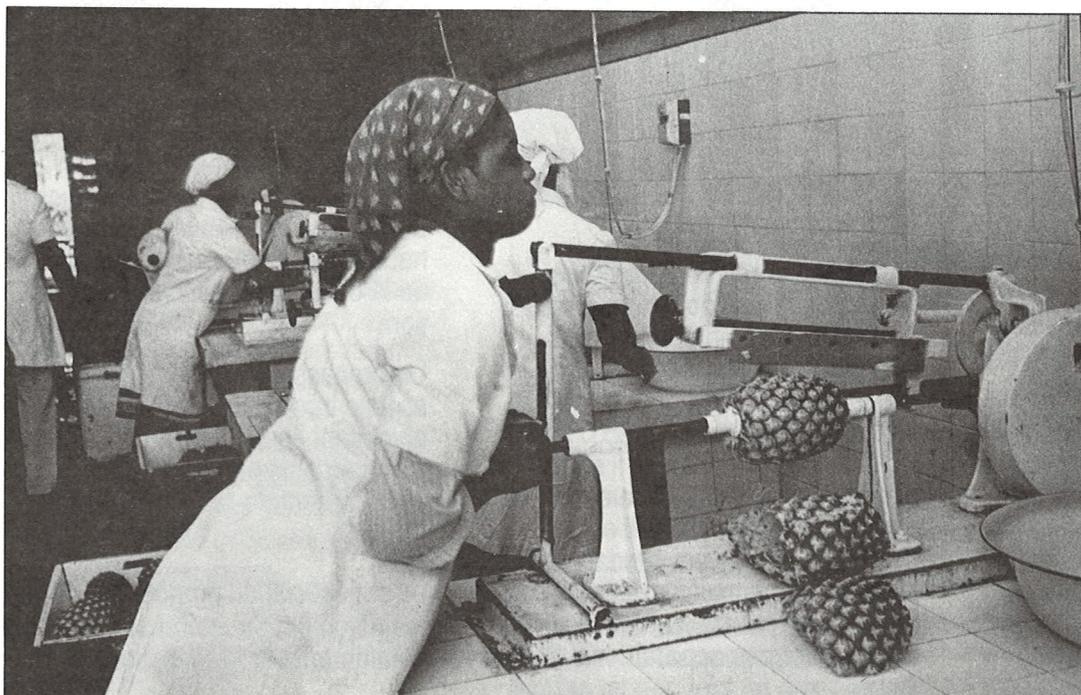
Le Mozambique connaît l'une des crises les plus graves en Afrique. Un accord avec le FMI était la seule option possible, puisqu'**il fallait absolument obtenir de nouvelles ressources financières**.

Après avoir connu une période favorable de 1977 à 1981, la production a chuté de 37 % entre 1981 et 1985. Environ 4,6 millions de personnes ont des problèmes alimentaires aigus. Les recettes d'exportation du Mozambique sont inférieures du tiers à leur niveau de 1980.

Divers facteurs ont contribué à

l'endettement du pays, dont le principal demeure la guerre, à cause de l'ampleur des dommages causés aux infrastructures économiques et à la capacité de production du pays. Selon un estimé de la Commission économique pour l'Afrique, ces dommages atteindraient 15 milliards de dollars EU à la fin de 1988, étant presque quatre fois supérieurs au montant estimé de la dette extérieure en 1988, quatre milliards de dollars EU. Le Mozambique continue de devoir consacrer 42 % de son budget à la défense.

Parmi les autres facteurs de l'endettement figurent les graves sécheresses successives et les inondations qui ont frappé le pays depuis l'indépendance, ainsi que la récession mondiale. Enfin, certaines erreurs de politique intérieure ont contribué à la crise. Les responsables mozambicains ont reconnu que le manque d'investissements pour l'acquisition de biens de consommation et de production pour la commercialisation agricole du secteur familial s'était traduit par la baisse de production de ces secteurs, et ont corrigé la situation à partir de 1983.



Ampleur de la dette extérieure

En 1986, la dette extérieure était devenue totalement impayable, s'élevant à 3,2 milliards de dollars EU, somme à laquelle s'ajoutaient des arriérés de paiement totalisant 1,4 milliards*. Les obligations du service de la dette représentaient, avant les opérations de rééchelonnement de 1987, deux fois et demie le total des recettes d'exportation (250%). Les paiements d'intérêts dépassaient les recettes d'exportation annuelles. Lors du rééchelonnement de sa dette, en juin 1987, le Mozambique a obtenu les conditions les plus généreuses, soit une période de vingt ans pour le remboursement avec un délai de grâce de dix ans. Due dans une proportion des deux tiers à des créanciers occidentaux, la dette extérieure est estimée en 1988 à quatre milliards de dollars EU.

(milliards \$ EU)	1984	1985	1986	1987	1988 (estimé)
Dette extérieure	2,4	2,8	3,2	3,6	4,0
Ratio service de la dette (exp.) :					
avant rééch. (%)	196	215	247	271	240
après rééch. (%)	96	110	247	45	57

Source : Hermelo, K (1988)

Principales mesures

Le programme de relance économique (PRE) a comporté diverses mesures, notamment une série de dévaluations de la monnaie, la restriction du déficit budgétaire de l'État, la libéralisation des importations, l'accroissement des investissements et la libéralisation partielle du commerce.

Le métical a connu plusieurs dévaluations, passant de 40 méticaux au dollar EU au début de 1987

* Source : J. Loxley (1988)

à 813 méticaux au dollar en novembre 1989. La restriction du déficit de l'État a comporté la réduction des subsides aux consommateurs, la limitation du financement des pertes des firmes d'État et l'obligation pour ces dernières de financer leurs investissements par l'intermédiaire du système bancaire.

Le gouvernement a entrepris de couper de moitié le déficit budgétaire. Il a donc dû réduire la part de subside pour les produits inclus au système de rationnement : le nombre de produits dont le prix est contrôlé a été réduit de 46 à 28. La limitation de l'emprunt extérieur s'est accompagnée du rééchelonnement de la dette extérieure.

Avant l'introduction du PRE, les gens avaient de l'argent mais n'avaient rien à acheter car les magasins étaient vides. Maintenant qu'il y a abondance de produits en

vente dans les magasins, les gens n'ont plus d'argent.

Les premiers résultats semblent indiquer que le programme a réussi à stopper le déclin économique. Dès la première année, en 1987, le PIB enregistrait une hausse de 4 %, soit la première depuis 1981. Selon les données disponibles, il semble que le taux se maintienne autour de 5 % pour 1988 et 1989. Il est loin d'être assuré que ces tendances puissent se poursuivre dans un contexte de guerre. Le coût social de ces réformes apparaît déjà très élevé.

Tandis que la guerre a touché principalement la population rurale, le poids social du programme de réajustement structurel frappe durement surtout la population urbaine pauvre, en particulier des groupes vulnérables comme les femmes et les enfants. Les effets du PRE viennent s'ajouter aux effets de la guerre

Les hausses de prix ne sont pas compensées par les hausses de salaires, entraînant une perte constante du pouvoir d'achat. Au cours de l'année 1988, les prix du riz, du maïs et du sucre augmentaient entre 300 et 500 %. Les deux hausses de salaires de 50 et 15 % se sont révélées inadéquates.

Avec la réduction des subsides pour les produits disponibles dans le cadre du système de rationnement de Maputo et de Beira, les secteurs les plus pauvres des villes ne peuvent plus acheter la totalité des produits inclus, ce qui fait que la moitié demeurent invendus.

Il est impossible pour une famille urbaine de vivre d'un salaire minimum, car il ne permet pas de couvrir la totalité des dépenses essentielles comme le logement, l'électricité, l'eau, l'alimentation. La lutte pour la survie est à l'ordre du jour et un nombre croissant de personnes tentent d'obtenir par tous les moyens une amélioration de leur sort. On enregistre une hausse de la corruption, du crime, de la délinquance et de la prostitution.

Un processus de différenciation sociale très marqué est en cours, favorisant l'enrichissement des commerçants et des transporteurs au détriment du reste de la population.

Le coût social du programme de réajustement structurel se traduit notamment par la réduction de

l'accès aux services de santé et d'éducation pour les secteurs plus pauvres.

Impact sur l'éducation*

À cause de la crise économique et de la déstabilisation, les dépenses globales de l'État ont diminué de 58 % de 1981 à 1986 et les dépenses en éducation, de 48 %. Cette diminution des ressources financières s'est répercutée sur la qualité de l'enseignement primaire et a eu pour effet de limiter son accès.

Le taux d'inscription à l'enseignement primaire est en diminution alors que le taux de 1986-87, soit de 47 %, était déjà bas. Les parents ne disposent pas d'argent pour payer les manuels scolaires et autres frais maintenant exigés.

Impact sur la santé*

Le secteur de la santé a subi d'importantes coupures budgétaires, qui ont eu un effet sur la qualité des services offerts. On observe notamment une pénurie d'équipement et de médicaments.

En raison de la hausse des frais pour les services médicaux et pour les médicaments, la population des villes et celle des zones rurales ont réduit énormément leur fréquentation des cliniques et des hôpitaux, cette diminution étant de l'ordre de 50 % à 80 %.

Tous ces effets touchent davantage les groupes les plus vulnérables de la société, en particulier les femmes et les enfants. Le gouvernement mozambicain s'est efforcé d'analyser l'impact des diverses mesures sur la population et a prévu des mesures pour tenter d'empêcher une plus grande détérioration de leurs conditions de vie.

* Source : J. Marshall (1989)

L'impact de politiques d'ajustement structurel sur la population d'un pays en guerre depuis 20 ans nous apparaît des plus dramatiques. Il est de plus en plus évident que la réduction des revenus urbains

imposée par le FMI est une mesure tout à fait inappropriée dans le contexte d'une guerre qui a déjà appauvri la population et qui la pousse à une limite insupportable.

Les femmes et la lutte pour le développement

Dès le début de l'indépendance, le gouvernement du Frelimo a promulgué diverses mesures en vue d'assurer l'égalité des femmes. Il a ouvert aux femmes l'accès au travail salarié, notamment dans les fermes d'État ou dans l'industrie et les a encouragées, ainsi que l'OMM, à accéder à tous les genres d'emplois. Des femmes ont pu apprendre à conduire des tracteurs, devenir apprenties mécaniciennes ou soudeuses, et apprendre à prendre la parole lors de réunions et assumer des fonctions au sein de la société. Le Parti Frelimo a exercé des pressions pour que les femmes soient représentées dans tous les organes politiques et administratifs. L'accès des femmes à des postes de responsabilité a toutefois été constamment entravé par les lourdes charges de travail des femmes.



Les femmes sont demeurées la principale force productive du pays. Selon le recensement de 1980, 70% de la population active travaillait sur des exploitations agricoles familiales et il s'agissait dans une proportion de 93 % de femmes.

Dans la société paysanne, la production alimentaire pour l'unité familiale incombe principalement aux femmes. Sur le champ familial, les femmes travaillent sous l'autorité du mari, et accomplissent le pénible labeur, tout en étant aussi

responsables du soin des enfants et des tâches domestiques. Ce sont par contre les hommes qui prennent toutes les décisions relatives à la production.

La création des villages communautaires, à partir de 1977, a offert en principe aux femmes la possibilité de s'affranchir des rapports de domination existant au sein de la famille, par leur intégration au travail collectif dans des coopératives de production. Les femmes ont pu ainsi pour la première fois

travailler sur un pied d'égalité avec les hommes, avoir accès à des postes de responsabilité et participer aux décisions sur les orientations de la coopérative. Cependant, les coopératives n'étant pas auto-suffisantes, les familles ont dû maintenir la production sur le champ familial, et c'est encore la femme qui a assumé la double responsabilité agricole et dû faire la navette entre les deux.

L'un des aspects de la vie dans les villages communautaires qui a fait

des fermes d'État, à partir de 1983, des coopératives du sud du Mozambique ont pu bénéficier de l'attribution de terres, ce qui a amélioré sensiblement la situation de certaines coopératives et de familles paysannes.

Dans les zones vertes de Maputo, le mouvement coopératif est devenu une force, regroupant 11 500 membres répartis dans 210 coopératives au sein de l'Union générale des coopératives de paysans. Leur présidente, Celina

richesse et permet à l'homme de disposer d'une main-d'oeuvre agricole gratuite. Le lobolo (ou prix de la mariée), qui se veut un transfert de richesse de la famille du futur époux à celle de la mariée, consacre clairement la subordination de la femme. Les prix exigés pour le lobolo sont devenus exorbitants, ce qui lie davantage les femmes. En effet, si la femme veut rompre un mariage, elle doit rembourser le lobolo.

Ces pratiques ont diminué, mais



le plus progresser les femmes a été l'accès à divers services qui ont permis d'alléger plusieurs de leurs tâches et améliorer leurs conditions de vie, en particulier l'accès à des soins de santé et d'éducation et à de l'eau salubre. Tous les villages ne sont toutefois pas pourvus également en services à cause du coût d'implantation de ces services.

Avec le démantèlement des gran-

Cossa, a dénoncé vivement, lors du dernier Congrès du Parti, en juillet 1989, les tentatives en vue de confisquer les terres des paysans au profit d'agriculteurs privés.

Sur le plan de la lutte contre les coutumes oppressives pour les femmes, les villages communautaires ont joué un rôle important en décourageant leur pratique. La polygamie est un symbole de

elles continuent d'exister. Cependant, les femmes qui les refusent peuvent obtenir l'appui des structures du village, en particulier de l'OMM.

Les améliorations des conditions de vie des femmes rurales après l'indépendance sont maintenant compromises par la guerre, qui a déplacé les énergies vers la survie.

La solidarité est à notre portée

Un nombre croissant d'organisations et même de gouvernements continuent de dénoncer le génocide pratiqué contre le peuple mozambicain. Bien que le responsable soit identifié — le régime d'apartheid en Afrique du Sud — il n'en poursuit pas moins sa sinistre tâche, car il dispose toujours d'importants appuis. Comment pouvons-nous exprimer notre solidarité au peuple mozambicain?

Nous devons d'abord dénoncer ce génocide par tous les moyens à notre disposition. Il faut également prendre position en faveur de sanctions accrues contre l'Afrique du Sud pour forcer le démantèlement du système de l'apartheid, qui est responsable de la répression de la majorité noire en Afrique du Sud et du déni de leurs droits comme du plan de déstabilisation des pays d'Afrique australe. Ce sont les deux facettes d'une même réalité. La légalisation de l'ANC et la libération de Nelson Mandela après 27 ans d'emprisonnement sont des pas importants dans la bonne direction, mais les exigences de l'ANC, à



savoir la levée de l'état d'urgence et la libération de tous les prisonniers politiques n'ont pas été satisfaites, et les lois de l'apartheid sont toujours en vigueur. Les sanctions contre le régime de l'apartheid sont plus importantes que jamais.

En second lieu, le CISO incite les syndicats, fédérations et groupes de solidarité à appuyer les projets d'éducation et de santé qui lui sont acheminés par les organisations syndicales mozambicaines et les groupes de femmes. C'est là une façon concrète d'apporter notre contribution à la lutte du peuple du Mozambique qui veut vivre en paix.

Bibliographie

- Coopération Canada-Mozambique, *Le Mozambique sur la ligne de feu*, (trousse de ressources), Ottawa, 1988.
- Hanlon, Joseph, *The Revolution Under Fire*, Zed Books, London, 1985.
- Isaacman, Barbara & Stephen, June, *Mozambique : Women, The Law and Agrarian Reform*, UN Economic Commission for Africa, 1980.
- Loxley, J., «Economic Reform in Mozambique : Strategic Defeat or Tactical Retreat ?», in *Southern Africa Report*, Toronto, Vol.4 N° 2, Oct. 1988.
- New Directions*, Mozambique 1989, CIDMAA/COCAMO, (dossier de presse), en particulier les documents suivants :
- Hermele, Kenneth, *War and Stabilization*, 1988.
- Marshall, Dr Judith, *State, Social Policy and Structural Adjustment in Mozambique*, 1989.
- UN Economic Commission for Africa, *South African Destabilization*, Oct. 1989.
- UNICEF, *Les enfants de la Ligne de Front*, 1989.
- Urdang, Stéphanie, *And Still They Dance*, Monthly Review Press, N.Y., 1989.
- Documents des ministères de la Santé et de l'Information du Mozambique, de l'Agence d'Information du Mozambique, du Programme des Nations Unies pour le développement (Maputo), du CIDMAA et du COCAMO.

Données générales

- Chef de l'État : Joaquim Alberto Chissano
- Capitale : Maputo
- Indépendance : 25 juin 1975
- Langue officielle : portugais
- Superficie : 799.380 kilomètres carrés
- Population : 14,7 millions ; 46 % âgés de moins de 16 ans
- Population urbaine : 20 %
- Taux annuel de croissance de la population : 2,6 %
- PIB par hab. (1987) : 100 \$ EU
- Taux de mortalité infantile (0-1an) : 200 pour 1000
- Taux de mortalité des moins de 5 ans : 325-375 pour 1000
- Accès à l'eau salubre : 16 %
- Espérance de vie à la naissance : 47 ans
- Taux d'alphabétisation des adultes (1987) : 30 %
- Taux d'inscription des enfants à l'école primaire : 47 % (1988)
- Principales exportations (1987)* : crevettes (42%), cajou (33%), sucre, coton, coprah, thé et agrumes (14%).
- Principales importations (1987)* : produits alimentaires (27%), autres biens de consommation (14%), équipement et pièces (31%), produits énergétiques et matières premières (28%).

* Source : K. Hermele (1988)



Mozambique

Les efforts de développement
d'un pays agressé

Dossier préparé par : **MARTHE THERRIEN**
Collaboration : **CLOTILDE BERTRAND**
Photographies : **AGENCE D'INFORMATION DU MOZAMBIQUE (AIM) et ORGANISATION DE LA FEMME MOZAMBICAINE (OMM)**
Infographie : **LOUISE GRAVEL**
Impression : **BEAUTEX**

Prix : 2,00 \$

Solidarité est publié par le Centre international de solidarité ouvrière (CISO), avec l'appui financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Québec, 1^{er} trimestre 1990